

## LE BRÛLANT DOSSIER DE L'AGRICULTURE

### AU MENU Conseil des ministres ce mercredi

**Abdelaziz Bouteflika réunira, mercredi prochain, le Conseil des ministres, le premier de l'année 2008 et même avant ! C'est ce que nous apprenons de source sûre.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - D'ordinaire rendez-vous institutionnel tout ce qu'il y a de classique, intervenant de manière cyclique une fois par mois, le Conseil des ministres, où tout se décide, ne s'étant plus réuni depuis des mois, revêt une importance capitale. C'est la tendance depuis la maladie subite de Bouteflika, en novembre 2005.

Le nombre de conseils des ministres tenus depuis peut se compter, en effet, sur les doigts d'une seule main. Un état de fait qui imprime une lenteur paralysante sur l'ensemble du fonctionnement institutionnel. C'est d'ailleurs pour camoufler cette carence que Belkhadem a été chargé d'accélérer la cadence au niveau du gouvernement avec la tenue de Conseils de gouvernement (présidés, ceux-là, par le chef du gouvernement) réguliers et très médiatisés par l'effet de conférences de presse les sanctionnant qu'animait le ministre de la Communication et à chaque fois un collègue à lui pour exposer le « dossier du jour ». « Il fallait bien tenir ce conseil des ministres avant l'ouverture de la prochaine session du Parlement prévue le 2 mars prochain », nous explique une source informée. « Celui, d'abord, pour permettre la programmation des textes de loi à soumettre au Parlement et, ensuite, pour dégager le terrain au rendez-vous que tout le monde attend, à savoir la convocation de la session extraordinaire du Parlement qui se penchera sur le projet de la révision de la Constitution. »

Ceci dit, et s'agissant du programme sur lequel se penchera le Conseil des ministres de ce mercredi, l'on croit savoir qu'entre autres dossiers pendants et combien nombreux, c'est sans conteste celui de « la politique agricole » inscrit au menu qui concentre d'ores et déjà l'intérêt de bien d'observateurs. « Une véritable bombe qui risque d'exploser à tout moment », nous confie-t-on de bonne source. Les deux gigantesques fonds engagés depuis 2000 pour relancer un secteur agricole complètement détruit n'ayant souvent réussi qu'à alimenter la rubrique « scandales financiers » de la presse, le ministre de l'Agriculture a toutes les chances de passer une journée de mercredi peu enviable. D'autant plus que la présidence de la République a, depuis des mois, nous confie-t-on de même source, ordonné une enquête sur l'affaire de la société El Karama, d'El Oued, une société officiellement créée pour la noble mission de revalorisation des terres agricoles dans le Grand Sud mais qui se révèle n'être qu'une société-écran ayant servi à de colossaux détournements.

Une affaire qui risque de faire tomber de très « grosses têtes » à des paliers insoupçonnés du pouvoir...

K. A.

## RÉVISION DE LA CONSTITUTION

# Bouteflika prolonge son silence

**La révision de la Constitution poursuit de structurer la chronique politique et médiatique. Les semaines défilent et le président de la République, à qui il revient d'avaliser officiellement la perspective, se retient toujours d'avaliser ne serait-ce qu'un commentaire. Le suspense ainsi entretenu ne sera pas rompu aujourd'hui, à l'occasion de la virée présidentielle d'inspection dans la capitale.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Il n'est en effet point de discours présidentiel prévu pour ce 24 février où Bouteflika, rentré de Moscou, se rend à El-Hamma pour procéder à la mise en service de la station de dessalement d'eau de mer. Pourtant, d'aucuns avaient cru que le président Bouteflika saisirait l'opportunité de cette journée hautement symbolique, commémorant à la fois la création de la Centrale syndicale en 1956 et la nationalisation des hydrocarbures en 1971 pour soustraire la question de la

révision constitutionnelle à la spéculation politico-médiatique. Ils n'auront donc pas conjecturé justement. Le président de la République a choisi d'encore taire son intention véritable, attendant, peut-être, de mieux percevoir et mesurer l'étendue de l'écho que produira la campagne tapageuse qu'orchestre son parti, le FLN, appuyé par une « société civile » à qui l'on a sonné le tocsin.

Peu chaut, semble-t-il, pour le président et ses égrégés que ce flou carence entièrement la machine de

l'Etat. Au point d'ailleurs que même la diplomatie occidentale ose publiquement la désagréable remarque de ce que le processus politique dans le pays est bloqué.

Cette remarque est plus précisée de l'ambassadeur du royaume de Grande-Bretagne à Alger, Hendrew Henderson qui, dans un récent entretien au quotidien *Liberté* a affirmé que « sur le plan politique cependant, il me paraît qu'en ce moment, le processus est bloqué. En Algérie, tout le monde est focalisé sur la révision de la Constitution et le troisième mandat du président. Il faut déterminer si oui ou non cette option est retenue. Ce manque de vision sur l'avenir inquiète la communauté internationale ».

Le silence du président Bouteflika à propos de cette lancinante question de la révision constitutionnelle et relativement à sa propre ambition à

briguer un troisième mandat consensuel inquiète la communauté internationale. Et, au plan interne, il n'inspire guère de sentiment apaisé. La manière dont le Front de libération nationale assure l'échauffement, mimé en cela par une télévision exclusivement dédiée à la propagande officielle, obstrue les espaces et corrode les possibilités d'un débat serein autour d'une perspective déterminante. Pis encore, cette agitation politique autour de la révision constitutionnelle travaille à épargner au président l'épineux exercice de bilan de fin de mandat.

En effet, agissant ainsi, le FLN, en orchestrant inlassablement la campagne, et Bouteflika, en faisant mystère de son intention, déclinent en vérité un pan de la stratégie qu'ils ont retenue pour se pérenniser sans avoir à faire valoir un bilan.

S. A. I.

## PAS D'ORDONNANCES PRÉSIDENTIELLES NI DE RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

# Une intersession parlementaire à blanc

**Contrairement à ses habitudes, Abdelaziz Bouteflika n'a pris aucune ordonnance présidentielle durant les vacances des parlementaires. Annoncée pour cette intersession parlementaire, la très attendue révision constitutionnelle n'a finalement pas eu lieu.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Rien à signaler sur les plans législatif et politique durant cette intersession d'hiver qui prendra fin dimanche prochain. En effet, aucune ordonnance présidentielle n'a été prise par Bouteflika durant ce mois de février. Une situation plutôt inhabituelle. Depuis 1999, les intersessions parlementaires sont généralement mises à profit par le chef de l'Etat pour légiférer par

ordonnances. Près d'une cinquantaine de textes de loi ont été pris par Bouteflika en 8 ans de règne. Mais il est utile de préciser que la Maison Algérie tourne au ralenti ces derniers mois. Pour être précis depuis le 16 septembre 2007, date du dernier Conseil des ministres. En attendant la tenue de ce Conseil, plusieurs textes de loi ont été mis en stand-by. Et entre-temps, la République est gérée à coup de décrets exécutifs. Sur un autre plan, la révision constitutionnelle, « souhaitée par toutes les forces vives du pays », était annoncée pour cette intersession parlementaire.

Certains cercles politiques proches de l'Alliance présidentielle s'attendaient à ce que le président convoque une session extraordinaire des deux chambres du Parlement au cours de ce mois de février pour soumettre aux « représentants du peuple » la nouvelle loi fondamentale. Il n'en sera

rien. Rappelons que le même scénario a été prévu lors de la dernière intersession d'été et qu'il a finalement été annulé pour des raisons qui restent encore inconnues. Reste que la date de cette révision de la Constitution est aujourd'hui encore un secret. Certains, à l'instar d'Abdelaziz Ziari, l'ont annoncée pour le mois de mars.

« C'est dans le courant du mois de mars que la question sera clarifiée », avait annoncé le président de l'Assemblée populaire nationale lors d'une récente émission radiophonique.

La multiplication des « appels solennels » encourageant Abdelaziz Bouteflika à briguer un troisième mandat présidentiel est un signe qui ne trompe pas. Et face à cette « mobilisation populaire spontanée », le président ne devrait pas tarder à se prononcer.

T. H.

## LE CHEF DE L'ÉTAT Y EFFECTUERA UNE TOURNÉE AUJOURD'HUI

# Quel statut pour la capitale ?

**Elevée au statut de governorat un temps, Alger est redevenue une wilaya comme les autres. Son statut de capitale ne l'a pas mise à l'abri d'une gestion archaïque. Ses responsables peinent à mettre en place une stratégie qui puisse faire d'Alger une ville aux standards connus et reconnus.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - L'insalubrité, la vétusté du réseau d'assainissement, la prolifération des bidonvilles et l'infériorité de la circulation sont autant de déments aux déclarations triomphales.

En prenant la tête de la ville, l'actuel wali d'Alger avait fait du problème d'insalubrité une priorité. Force est de constater que la capitale croule toujours sous les immondices. La capitale offre un honteux visage.

De l'aveu même du premier magistrat du pays, Alger fait honte. Bouteflika avait dit tout le mal qu'il en pensait à l'occasion des assises de l'architecture. « J'ai honte de la saleté qui règne dans nos villes et villages » avait-il lancé devant un parterre composé des différents intervenants dans la gestion des villes. Une remarque qui n'a visiblement pas eu l'effet escompté puisque Alger est loin de figurer dans le palmarès des villes propres. La situation se complique dès qu'il pleut. Le réseau d'assainissement de la capitale est vétuste et ne répond plus aux besoins d'une ville en pleine expansion. Les récentes inondations du mois de novembre ont apporté une fois de plus la preuve de la défaillance des responsables de la voirie. A chaque chute de pluie, les trottoirs sont inondés et les regards bouchés. Le triste souvenir des inondations de Bab-El-Oued est à chaque fois ravivé tandis

que les élus locaux avouent leur incapacité à correctement gérer le réseau d'assainissement.

Un grand projet est en cours de réalisation. Il s'agit du schéma général d'assainissement du Grand-Alger qui s'étale jusqu'à l'horizon 2015 et qui porte sur le lancement de plusieurs projets en matière d'épuration et de collecte des eaux.

Les ouvrages en cours de réalisation sont le déboullement du collecteur Oued M'kacel sur 6 km (Bouzaréah, Oued Koriche, Bab El-Oued) et le collecteur Raïs Hamidou. Des enveloppes financières importantes ont été allouées au projet mais le problème de la gestion se pose toujours. Même constat pour le secteur des transports.

La réception de nouveaux ouvrages ne semble avoir aucun impact sur l'épineux problème de la circulation au niveau de la capitale. Alger étouffe et ses responsables peinent à trouver la solution idoine. Pourtant ce n'est pas faute d'avoir essayé.

Tout le monde se souvient de la fameuse décision interdisant l'accès des gros tonnages à Alger entre 7 heures et 19 heures. A l'époque, le wali avait présenté la mesure comme la solution qui réglerait l'ensemble des problèmes de la circulation. Après une application stricte, la mesure s'est essouffée. Enhardis

par le laxisme des services de sécurité, beaucoup de conducteurs de poids lourds transgressent de plus en plus l'interdiction qui n'a d'ailleurs pas permis de désengorger la capitale. Chaque jour, plus d'un million de véhicules circulent ou transitent par Alger. 28 000 camions y passent quotidiennement. Le port à lui seul reçoit 2 700 poids lourds par jour tandis que 160 000 camionnettes de livraison sillonnent à longueur de journée les artères de la capitale qui continue de compter 60 points noirs. Les usagers de la route le constatent tous les jours. La circulation est infernale et pour pallier ce problème, les responsables du transport ne savent plus quoi inventer pour en venir à bout. Après la ligne jaune, les conducteurs ont découvert avec effarement la fameuse ligne bleue.

Une mesure controversée qui a démontré le dysfonctionnement entre les différents services.

Décidée par le wali, la ligne bleue n'avait pas reçu l'approbation des services de sécurité qui, non seulement ne comprenaient pas l'utilité de cette mesure d'une part mais qui tablaient sur son inefficacité d'autre part.

Le temps a fini par leur donner raison puisqu'il n'est pas exclu que

cette fameuse ligne disparaisse aussi subitement qu'elle n'est apparue. Au casse-tête de la circulation est venu s'ajouter celui des bidonvilles. 40 000 baraquements sont recensés, dans leur grande majorité dans la banlieue d'Alger. Une plaie que voudrait bien effacer le premier responsable de la ville surtout que Bouteflika avait donné des directives claires afin d'éradiquer les bidonvilles à l'horizon 2009.

Une pression qui a poussé le wali d'Alger à réunir les élus de la capitale et leur tenir un discours très sévère. Il a clairement menacé ceux qui « ne prendront pas leurs responsabilités », de sanctions, leur rappelant le statut « spécifique » de la ville dont ils ont la charge. Aux élus, le wali dira qu'il existe 40 000 bidonvilles ajoutant : « Nous n'en accepterons aucun de plus. Ceux qui ont construit récemment des baraquements à Alger n'auront jamais de logement ». Mohamed Kebir Addou a profité de cette occasion pour rappeler aux élus que l'Etat n'est pas responsable de ces bidonvilles mais qu'ils ont été délaissés lors des intempéries de novembre dernier.

Seule leur d'espoir, l'annonce d'un « nouveau » statut pour la capitale qui pourrait voir le jour avec l'adoption du nouveau plan communal.

N. I.

## La circulation sera infernale

En prévision de la sortie de Bouteflika, la circulation sera insupportable aujourd'hui à Alger. Les services de sécurité prévoient de bloquer les alentours des périmètres que doit emprunter le chef de l'Etat. La moutonnière et la pénétrante des Annassers font partie des zones qui seront bloquées des heures entières. Pour assurer la sécurité de ce déplacement, les forces de sécurité parlent en effet d'un dispositif particulier.

N. I.